



COMPTE RENDU DU COCON n° 2

ELABORATION DES PLANS DE PREVENTION DES RISQUES LITTORAUX de OYE-PLAGE à GRAVELINES

Date : 21 novembre 2014 de 10h00 à 12h00
Lieu : Salle Vauban de la mairie de Gravelines
Cadre : Réunion du COCON n°2
Objet : Présentation de la phase 2 du dossier

Rédacteur : Didier Mazet-Brachet (Alp'Géorisques)

Présents :

Monsieur DUMELIE Dany, Directeur des Services Techniques, Mairie de Gravelines,
Monsieur CANDEL-ESCOBAR Mario, Adjoint au Maire de Grand-Fort-Philippe,
Monsieur VANACKERE, Directeur de la MAD du Calaisis, Conseil Général du Pas-de-Calais,
Madame SIEJA Magali, Adjointe en charge de l'environnement, Conseil Général du Pas-de-Calais,
Monsieur Didier LENOIR, Directeur Général des Services CC de la Région d'Audruicq,
Madame SERRET Fanny, Attachée
Monsieur GHESGUIERES Cédric Délégué Général Ville et Environnement, Communauté Urbaine de Dunkerque ,
Madame TUAL Annick, Directrice Environnement, Planification Spatiale et Espaces Naturels, Communauté Urbaine de Dunkerque,
Monsieur GALVEZ, Chargé de Mission Risques Majeurs, Communauté Urbaine de Dunkerque,
M. Guichard L., Pôle métropolitaine de la Côte d'Opale
Monsieur DENOUR D., Syndicat Mixte EDEN62
M.DRIENCOURT, Syndicat Mixte EDEN62
Monsieur MAERTENV., 1ère section des Wateringues du Nord
Monsieur Jeau SEMANE, ADELFA, Président
Monsieur Michel MARIETTE, ADELFA, 1er Vice-Président
Madame HAEGEMAN Françoise, Présidente de l'association Les Escardines,
Mme CAZIER, Secrétaire de l'association Les Escardines,
Monsieur BRASSART Grégory, Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
Monsieur DEVILLENEUVE Jean, SDIS du Pas-de-Calais,
Monsieur DEMESSINE Franck, SDIS du Pas-de-Calais,
Monsieur MAILLARD Laurent, SDIS du Nord,
Monsieur GILLARD Cyrille, SDIS du Nord,
Madame DELEPOURE Christelle, Sous-Préfecture de Dunkerque, Bureau du Développement Durable,
Madame OULTACHE Malika, Sous-Préfecture de Saint-Omer,

Madame DUFLOS Charlotte, Sous-Préfecture de Saint-Omer,
Monsieur LEURS Stéphane, ONEMA ,
M. RICHARD I., AGUR,
Madame ZIOLOWSKI Valérie, D.D.T.M. 62, Service Eau et Risques, P.P.R.N.
Mme Sandrine LEFORT, SIDPC, Chef de la section Planification,
Monsieur Francis HENNEBERT, Chambre d'Agriculture Région Nord-Pas de Calais,
Monsieur LEPENNE Nicolas, D.D.T.M. 62, Côte d'Opale - Atelier Territorial
Monsieur LALAR Philippe, Directeur adjoint D.D.T.M. 59
Monsieur PHILIPPE Manuel, D.D.T.M. 59, Service Sécurité, Risques et Crise
Monsieur DELCAMBRE Sylvestre, D.D.T.M. 59, Responsable de la Délégation des Flandres
Monsieur DEPECKER Pascal, D.D.T.M. 59, Délégation des Flandres Chargé d'Etudes à la cellule E.E.R.
David Szarek, DDTM 59, DT Flandres
Monsieur SALOME M., DDTM 59
Monsieur XXXXX P., DDTM 59
Monsieur Didier MAZET-BRACHET, Bureau d'études Alp'Géorisques

Absents excusés :

Monsieur le Sous-Préfet de Dunkerque,
Monsieur le Sous-Préfet de Saint-Omer.
Monsieur le Président de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Région Nord Pas-de-Calais,

Absents :

Monsieur le Président du Conseil Général du Pas-de-Calais,
Monsieur le Président de l'Institution Interdépartementale des wateringsues,
Monsieur le Directeur de l'Agence d'Urbanisme et de Développement de la Région Flandre Dunkerque,
Monsieur le Directeur du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile de la Préfecture du Pas-de-Calais,
Monsieur le Directeur du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de Protection Civile de la Préfecture du Nord,
Monsieur le Directeur du Conservatoire du Littoral,
Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie des la Côte d'Opale,
Université du Littoral Côte d'Opale,
Voies Navigables de France,
Agence de l'Eau Artois Picardie,
Pôle Métropolitain de la Côte d'Opale,

Exposé :

M. Philippe Lalar, Directeur adjoint de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Nord (DDTM59) introduit la réunion en rappelant qu'elle s'inscrit dans la suite des réunions de concertation menées sur les risques de submersion marine, et en particulier de la dernière réunion du comité technique (COTEC2) du PPRL de Gravelines à Oye-Plage, le 09 juillet 2014.

M. Didier Mazet-Brachet (Alp'Géorisques) précise l'ordre du jour de la réunion :

- Rappels sur la procédure ;
- Les enjeux PPRL ;
- Les enjeux de Gestion de crise ;
- Suites de la mission.

I. Rappels sur la procédure PPRL

M. Didier Mazet-Brachet (Alp'Georisques) rappelle rapidement les dates clés du PPRL, les responsabilités de chacun ainsi que les procédures officielles et administratives.

II. Les enjeux du PPRL

M. Didier Mazet-Brachet précise que les enjeux PPRL ont fait l'objet d'une présentation en COTEC début juillet 2014 et que certaines adaptations ont été apportées aux documents.

III. Les enjeux de gestion de crise

Ce volet n'a pas été présenté en COTEC car certaines données de base ont été collectées tardivement. Il s'agit de données principalement utiles aux collectivités (et éventuellement aux services de secours) pour lesquelles il est attendu que les besoins soient clairement exprimés. En l'état les cartes produites sont peu lisibles en raison de la densité de l'information. Il est proposé une transmission numérique des fichiers PDF à couches ou de tables SIG garantissant une meilleure appropriation par les collectivités.

Débats :

M. Mariette : Fédération des associations de défense de l'environnement : Gravelines est concernée par des aménagements portuaires de grande ampleur. Les aménagements du port maritime sont-ils pris en compte dans le cadre du PPRL ?

M. Manuel Philippe : DDTM 59 : L'aléa est traité à l'échelle de l'ensemble du littoral du Nord-Pas de Calais par modélisation globale. Cette étude réalisée par DHI n'a pas indiqué de fragilité particulière vers l'Est, au-delà de Petit-Fort-Philippe. Au niveau de Petit-Fort-Philippe, le littoral et le chenal de l'Aa sont très anthropisés aussi, mais la problématique est très différente (fragilité du cordon dunaire, berges submersibles, etc.).

M. Philippe Lalar : DDTM 59 : La zone de la centre nucléaire de Gravelines est hors périmètre du PPRL.

M. Michel Mariette : Le modèle prend-il en compte le fonctionnement des réseaux pour le scénario 2100 ?

M. Manuel Philippe : L'étude DHI fait l'hypothèse que la tempête se produit avec un réseau saturé. Le dimensionnement du réseau joue finalement assez peu car les écoulements sont bloqués à cause des niveaux maritimes très hauts. Toutefois, il y a certainement des améliorations à apporter à ce réseau (p.e. des clapets anti-retour) qui auront surtout un effet bénéfique pour les événements moins intenses et plus fréquents.

Mairie de Oye-Plage : Le village de Oye-Plage est-il situé en zone inondable, car il n'a pas été présenté dans le diaporama ?

Manuel Philippe : Non, le village n'est pas exposé.

Mme Françoise Haegeman : Association Les Escardines : Le préfet du Pas de Calais avait promis que des protections de la dune seraient mises en place au droit des Escardines. Il s'est engagé à débloquer des fonds mais on ne voit rien venir !

M. Manuel Philippe : L'objet de la présente réunion est le PPRL et ces travaux ne sont pas du ressort du PPRL. Il y a d'autres actions en cours actuellement à ce sujet.

Mme Françoise Haegeman : Lors de la tempête Xaver, il y a eu un problème dans la diffusion de l'alerte. La commune a diffusé des avis d'évacuation dans les boîtes aux lettres après le passage du facteur, donc après que le courrier eu été levé par les habitants. D'autres personnes n'étaient pas sur place lors du passage de la mairie. Plusieurs habitants des Escardines n'ont eu l'information sur la procédure d'évacuation qu'en écoutant les informations à la télévision, le soir.

Mairie de Oye-Plage : Suite à l'alerte météorologique diffusée par les autorités, la commune a ouvert un centre hébergement temporaire. Elle s'est ensuite rendu au lotissement Les Escardines où elle a contacté tous les habitants en porte-à-porte. Pour les personnes absentes ou en l'absence de réponse, un avis a été déposé dans les boîtes aux lettres. En panneau indiquait également la mesure à l'entrée du lotissement.

M. Didier Lenoir : Communiqué de Communes de la Région d'Audruicq : La commune de St-Folquin n'a pas été citée dans l'exposée. Est-elle impactée par les inondations.

M. Manuel Philippe : La commune de St-Folquin fait bien partie de l'arrêté de prescription du PPRL. Toutefois, selon l'étude des aléas de DHI, la submersion ne se propage pas au Sud de Gravelines. A St-Folquin, seuls quelques pixels d'inondation concernaient le territoire communal en bordure du chenal de l'Aa (quelques dizaines de m²), dans des secteurs non cadastrés. Il a donc été décidé d'exclure la commune de la procédure PPL.

M. Didier Lenoir : Demande à ce que le cas de St-Folquin soit évoqué dans le diaporama.

M. Manuel Philippe : Ce sera ajouté. (la diapositive n°5 a été ajoutée).

Mme Annick Tual : CUD : Pourquoi y-a-t-il sur Grand-Fort-Philippe des maisons en PNAU ?

M. Manuel Philippe : Il s'agit en général d'une apparence. Pour certains bâtiments comme du bâti sur un espace sportif tel qu'un stade, l'intégralité de la zone sportive est classée en PNAU, sauf les bâtiments. La PAU est donc sous le bâtiment et n'est pas toujours visible. Il sera vérifié que tous les bâtiments isolés soient bien identifiés comme tel pour qu'il ne se retrouvent pas en PNAU

M. Michel Mariette : Est-il prévu d'adapter le réseau routier pour faciliter l'évacuation des populations ?

M. Manuel Philippe : Ce n'est pas la vocation du PPRL.

Mme Françoise Haegeman : Beaucoup de maisons des Escardines sont des maisons à structure légère. Dans certains cas, il ne sera pas techniquement possible de réaliser des niveaux refuges. Qu'est-ce qu'on va faire ?

M. Manuel Philippe : Le cas sera examiné spécifiquement dans les phases suivantes de l'étude. Il y aura deux régimes :

- Obligatoire : dans un délai de 5 ans (ou moins) avec possibilité de financement au titre du Fond de Prévention des Risques Naturels Majeurs (FPRNM) ;
- Recommandation : pas obligatoire mais pas subventionnable.

Il faudra explorer les différentes pistes architecturales.

Mme Françoise Haegeman : La population des Escardines n'est pas très fortunée (beaucoup de retraités et de veuves) et n'aura pas les moyens de financer des travaux importants. Certaines maisons ont des murs constitués de panneaux bois très peu résistants à la pression de l'eau. Que sera-t-il possible de faire dans ce cas là ?

M. Philippe Lalar : Ces aspects seront analysés spécifiquement.

M. Manuel Philippe : Le bureau d'étude a réalisé une carte des enjeux de gestion de crise. Cette carte est très riche et peut faire double emploi avec les informations contenues dans les PCS des communes. Les élus souhaitent-ils disposer de données sous une forme spécifique ? Actuellement, les cartes sont au format papier et seront disponibles en PDF sur le site des DDTM 59 et 62. Il est tout à fait possible de produire un PDF avec couche sélectionnable. Ainsi les communes pourront afficher et éditer uniquement les informations qui les intéressent.

M. Grégory Galvez : CUD : La CUD est intéressée par les PDF, mais aussi par les fichiers SIG. En effet, la CUD est en train de déployer un outil SIG interne.

M. Cédric Ghesquière : Souhaite disposer des fichiers SIG avec un mode d'emploi.

SDIS : Le SDIS est également intéressé par ces données.

M. Philippe Lalar : Le PPRL va maintenant entrer dans sa phase réglementaire qui va permettre l'élaboration du plan de zonage et du règlement. Il sera possible d'envisager, si nécessaire, plusieurs COTEC au cours de cette phase.

M. Cazier : Association Les Escardines : Y-a-t-il cohérence entre les dossiers PPRL de Gravelines à Oye-Plage et le PPRL de Dunkerque à Bray-Dunes ?

M. Philippe Lalar : Les DDTM du Nord et du Pas-de-Calais ont l'habitude de travailler ensemble. Les mêmes principes seront donc appliqués sur les deux dossiers.

M. Didier Lenoir : La commune de Oye-Plage souhaite disposer du diaporama qui a été présenté en COCON.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et l'assemblée n'ayant plus de question à poser, M. Philippe LALAR clôture la séance.

En conclusion, l'ensemble des membres du comité de concertation du plan de prévention des risques littoraux de Gravelines - Oye-Plage est invité à faire parvenir ses remarques par écrit à la DDTM 59 / Délégation Territoriale des Flandres à l'adresse suivante :

DDTM 59 / DT Flandres
30 rue L'Hermitte
BP 6533
59386 Dunkerque Cedex